

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE

ORGANE OFFICIEL de la CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, des CHAMBRES DE COMMERCE, des BUREAUX DE CONTRÔLE, des ASSOCIATIONS PATRONALES de l'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE et de la FIDUCIAIRE HORLOGÈRE SUISSE (Fidhor).

ABONNEMENTS : Un an Six mois
Suisse . . . Fr. 17.30 Fr. 8.65
Union postale . . . Fr. 31.- Fr. 15.50
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

Paraissant le Jeudi à La Chaux-de-Fonds

LES CONSULATS SUISSES À L'ÉTRANGER REÇOIVENT LE JOURNAL

Responsable de la partie des annonces : Publicitas S. A., Succursale de Neuchâtel

ANNONCES :

suisses 15 centimes le millimètre,
étrangères 20 cts. le millimètre.
Les annonces se paient d'avance.

Transfert de main-d'œuvre

Des transferts de main-d'œuvre ont existé de tous temps. Ils peuvent — que sait-on ? — devenir importants et exercer une grande influence sur le marché du travail. Déjà, on constate, à cet effet, un renversement de situation. Au problème du chômage qu'a posé la crise économique de 1930 à 1935 a succédé la pénurie de travailleurs qui caractérisa la période de guerre. Demain, il faudra réintégrer les démobilisés dans leurs activités civiles. Est-on sûr de leur fournir, sur place, des occasions de travail, sur lesquelles ils se croient en droit de compter ?

Au moment où l'on se demande ce qu'il faudra faire, paraît, de la plume de Madeleine Jaccard, D^r ès sciences sociales, écrit pour la Nouvelle Ecole de Lausanne, un gros ouvrage sous le titre « La mobilité de la main-d'œuvre ». Cette monographie est introduite par Firmin Oulès, professeur d'économie politique, à l'Université de Lausanne.

L'auteur examine la mobilité de la main-d'œuvre dans le temps et, d'abord, dans ce qu'il nomme, avec quelques auteurs français, la spontanéité ou le laisser faire, ce que nous aurions appelé le capitalisme libéral, le système économique prépondérant en Europe aux XIX^e et XX^e siècles.

Le salaire est alors impuissant à provoquer les déplacements ouvriers. Les travailleurs tendent à rester immobiles, sur le plan régional et sur le plan professionnel. Les employeurs retirent-ils vraiment, comme on l'a dit, un avantage pécuniaire de cet état de choses ? La mauvaise répartition géographique et professionnelle de la main-d'œuvre est nuisible, et pour les ouvriers, exposés au chômage, et pour les patrons, qui ne tirent pas de leurs auxiliaires le meilleur rendement. Enfin, le statisme ouvrier, la plaie sociale du chômage, retardent l'introduction du progrès technique et font tort ainsi à la collectivité.

Bien différente est la situation dans les systèmes autoritaires — aussi bien ceux du passé, d'ailleurs, que ceux du présent. Le pouvoir central peut faire usage de sa force pour transférer les travailleurs d'une région à l'autre, leur imposer même telle occupation plutôt que telle autre. Des exemples ? Il suffit de signaler la mobilité forcée en Russie soviétique. Ou encore en Allemagne nationale-socialiste, celle-ci ayant même développé le mouvement par delà les

frontières et fait, sous le couvert du Service obligatoire du travail, de la déportation. Toutefois, lorsque la mobilité est réalisée, sous la menace, par le vainqueur à la population civile, et ne s'effectue qu'en violation flagrante des droits les plus sacrés de la personne, elle porte en soi son châtement, la présence d'ouvriers contraints, constituant pour le pays employeur la plus grave des menaces.

Mais, les démocraties ont aussi, par les pleins-pouvoirs, exercé des droits étendus en matière d'emploi de la main-d'œuvre et l'économie de guerre s'est montrée, à maints égards, la plus autoritaire qui soit.

Trouverait-on maintenant une solution du problème de la mobilité ouvrière qui éviterait, à la fois, les insuffisances du libéralisme et les abus de l'autoritarisme ? M^{lle} Jaccard estime qu'il n'y a pas là de difficulté insurmontable.

Elle présente à ce propos un programme qu'on pourrait appeler de mobilité rationnelle, propre à obtenir une haute productivité du travail, à éviter toutes maldistributions régionales ou professionnelles de la main-d'œuvre, tout en respectant la liberté de l'ouvrier. La mobilité ouvrière pourrait être acquise par une politique combinée de spontanéité et d'autorité. Si l'on doit l'obtenir dans un proche avenir, l'intervention restera encore assez étendue. L'État ne se retirera qu'avec le temps. Cette politique « prochaine » se distingue d'une politique à longue échéance, à termes renversés, qui serait praticable dans un milieu économique où, au préalable, de profondes réformes structurales auraient été introduites.

On n'ignore pas qu'en Suisse, la solution qui a été appliquée consiste à remettre des allocations de transfert aux ouvriers déplacés, qui subissent de ce fait un préjudice matériel. Cette politique fut pratiquée, en premier lieu, sur le plan cantonal, plus tard sur le plan fédéral. Il est possible qu'elle s'étende, un jour, des travaux publics à l'industrie privée.

Le Conseil fédéral attira l'attention de son délégué au travail, le D^r Zipfel, sur le sujet. Au début, ce dernier crut que sa mission ne consisterait qu'à recenser les offres d'emploi de l'industrie privée et à tenir prêtes, au cas où elles viendraient à fléchir, d'importantes occasions de travail sur les chantiers publics. Il se rendit bientôt compte qu'il ne suffisait pas de créer ces

possibilités, mais qu'il fallait encore songer aux moyens d'amener les ouvriers sur les lieux où leur présence devenait nécessaire et de les former aux tâches qui les attendent, en sauvegardant, avant tout, leurs aptitudes au travail, autrement dit : en ne ravalant jamais l'ouvrier qualifié à la condition de manœuvre.

La mobilité de la main-d'œuvre est un des problèmes sociaux les plus actuels de la Suisse, comme du monde. De la solution qui lui sera apportée dépendra, en partie, l'avenir du pays. Il aura pour celui-ci les conséquences les plus favorables dans la mesure où il aura été réglé dans un esprit de justice et de fraternité.

Ch. B.

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents

Le conseil d'administration de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents s'est réuni à Lucerne le 22 décembre pour examiner le budget pour 1945 et pour se prononcer sur une révision partielle de la loi sur l'assurance-accidents et sur les allocations de renchérissement à verser aux rentiers de la Caisse nationale.

Les gains maxima des assurés entrant en ligne de compte pour le calcul des prestations d'assurance et des primes avaient été portés, après la première guerre mondiale, à la suite de la forte augmentation des salaires, à 21 francs par jour et à 6000 francs par année. Comme la situation née de la nouvelle guerre a de nouveau provoqué des augmentations de salaire, la Caisse nationale a examiné dans quelle mesure les assurés n'étaient plus couverts pour leur plein salaire. Cet examen a montré que le salaire d'un nombre assez important d'assurés dépassait les maxima légaux en vigueur depuis 1920. Aussi le conseil d'administration a-t-il décidé de prier le Conseil fédéral de modifier, en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, les dispositions de la loi sur l'assurance-accidents sur la matière (art. 74, 78 et 112) et cela de la façon suivante : le maximum du gain journalier assuré est porté de 21 à 26 francs, pour le maximum du salaire annuel de 6000 francs à 7800 francs ; les gains entrant en ligne de compte pour le calcul des primes sont augmentés dans la même proportion. L'arrêté du Conseil fédéral, qui est en préparation, fixera probablement l'entrée en vigueur des nouveaux taux du 1^{er} janvier 1945.

Le budget des frais d'administration présenté par la direction pour 1945, qui prévoit une dépense totale de 9.363.000 francs, a été approuvé par le conseil.

Enfin, le conseil d'administration a fixé, dans les limites de l'arrêté du Conseil fédéral sur la matière, les allocations de renchérissement qui seront versées, à titre bénévole, en 1945 aux bénéficiaires de rentes. Ces allocations sont les mêmes qu'en 1944, c'est-à-dire qu'elles s'élèvent à 20 % de la rente légale de veuves et orphelins et des invalides dont le taux d'invalidité atteint ou dépasse un tiers, mais au maximum 500 francs par année. Les rentes bénéficiant de l'allocation sont celles versées pour des accidents survenus avant le 1^{er} janvier 1943.

PLAQUÉ

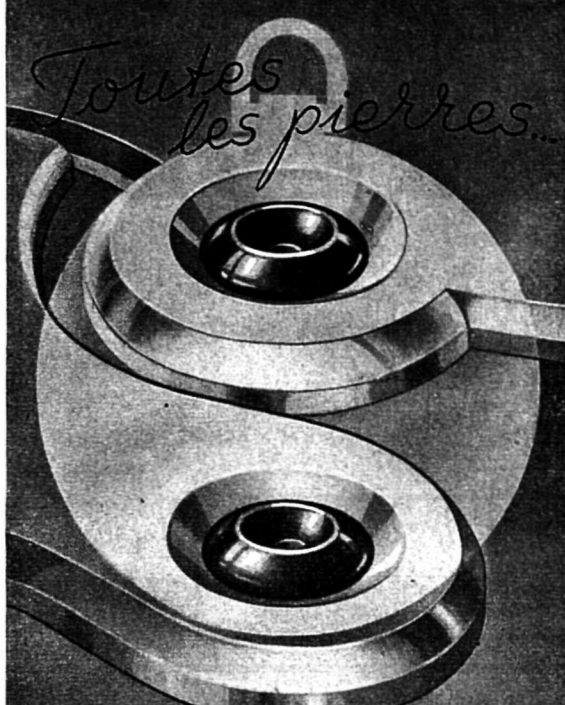


OR

GALVANIQUE

TH. MAEDER
(SEEGARTEN)
BIENNE

Toutes les pierres.

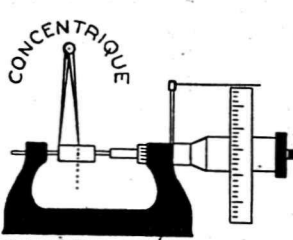


Theurillat & Co
PORRENTROY


Importante fabrique d'horlogerie engagerait un
employé supérieur
pour son département de vente. Connaissance de l'anglais et de l'allemand désirée. Place stable et bien rétribuée. Ecrire sous chiffre P 5008 N, à Publicitas Neuchâtel.

Représentation
pour l'Egypte, le Soudan et l'Extrême-Orient. Egyptien retournant dans son pays désire prendre la représentation d'une bonne fabrique d'horlogerie suisse. Références à disposition. Ismail Mansour. Markircherstrasse 62, Bâle.

V^{VE} V. FAIVRE & FILS
Atelier de pierres fines
COURTEMAICHE
Téléphone 3.61



CONCENTRIQUE
DIAMÈTRE PRÉCIS




ÉPAISSEUR PRÉCISE

Tournage
sur fil haute précision, garantie au $\frac{1}{4}$ et au $\frac{1}{8}$ de centième. N° 6 à 100 - D. 60 à 500.

Vérifiage
adoucissage très fin et au centième, de pierres percées, grandies, tournées.

PRÉCISION — RAPIDITÉ

LA PIERRE QUI ASSURE LE SUCCÈS....



MEROZ FRÈRES
LA CHAUX-DE-FONDS

Le Progrès Technique



PARECHOC S. A. LE SENTIER

Brevets
d'invention seront obtenus et mis en valeur rapidement et consciencieusement en Suisse et à l'étranger par la Maison PERUHAG, Schwabengasse 4 à Berne. Agences dans toutes les grandes villes. Demandez les prospectus.

Fabrique d'horlogerie cherche
employée
de bureau pour correspondance française, allemande et anglaise. Sténo et dactylographie exigées. Pour personne capable place d'avenir et bien rétribuée. Entrée de suite ou à convenir. Faire offres détaillées avec photo références et prétentions sous chiffre H 112001 Gr, à Publicitas Bienne.

Rédacteur responsable de la partie publicitaire: Publicitas S. A., Neuchâtel.

Renouvellement de l'abonnement

Nous prions ceux de nos abonnés qui ne l'ont pas encore fait de bien vouloir verser au compte de chèques postaux IV b 426 le montant du renouvellement de leur abonnement pour 1945.

Les abonnements impayés seront perçus par remboursement. Ceux-ci seront mis à la poste le 10 janvier.

Augmentation des allocations supplémentaires pour perte de salaire et de gain

Les mobilisés qui, en exécution d'une obligation ou d'un devoir d'assistance, aident régulièrement des personnes incapables de subvenir à leur entretien peuvent recevoir de ce fait un supplément à leur allocation pour perte de salaire ou de gain. Il doit toutefois s'agir de personnes pour lesquelles le mobilisé ne touche pas déjà l'indemnité de ménage ou une indemnité pour enfant. L'allocation supplémentaire ne peut jamais dépasser la somme que le mobilisé est tenu de verser, ni certains maximums fixés par les dispositions légales. Son montant varie selon les prestations que le militaire fait à la personne assistée et ne peut excéder ces prestations. Elle n'est accordée que si les revenus de la personne assistée n'atteignent pas une limite déterminée par la loi dite « limite de revenu », et seulement dans la mesure nécessaire pour que cette limite soit atteinte.

Les allocations pour perte de salaire et de gain ayant été augmentées par des arrêtés du Conseil fédéral du 10 octobre 1944, il convenait de reviser dans le même sens les dispositions relatives aux allocations supplémentaires. Ceci a été fait par une ordonnance du Département fédéral de l'économie publique du 26 décembre 1944. Comme auparavant les taux maximums de l'allocation supplémentaire varient selon que la personne assistée vit ou ne vit pas avec le militaire. Dans le premier cas, l'allocation supplémentaire passe de 1 fr. 15 à 1 fr. 40 par jour à la campagne, de 1 fr. 40 à 1 fr. 70 dans les localités mi-urbaines et de 1 fr. 70 à 2 fr. 10 dans les villes. Dans le second cas, les suppléments étaient jusqu'à présent de 3 francs, 3 fr. 50 et 4 francs suivant la localité. D'après la nouvelle ordonnance, ils correspondront désormais à l'indemnité de ménage diminué de l'allocation pour personne seule; ils pourront ainsi atteindre 6 francs, 6 fr. 70 ou 7 fr. 35 suivant la localité. Ce nouveau mode de calcul présente sur l'ancien un grand avantage, parce que l'allocation supplémentaire peut être mieux adaptée à la situation du mobilisé et à son gain civil.

Service postal avec l'étranger

1) Tandis que l'expédition du courrier de Suisse pour l'Espagne, le Portugal et les pays au-delà est interrompue depuis le 21 octobre par suite de l'interdiction générale de transit par la France, le service de la poste aux lettres a pu être rétabli le 11 décembre, via Dieppe, avec la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord, les dominions et colonies britanniques (à l'exception de l'Etat libre d'Irlande [Eire] et des territoires d'Asie et d'Océanie occupés par le Japon), l'Italie méridionale et la Cité du Vatican, et via Cherbourg avec les Etats-Unis d'Amérique et leurs possessions non occupées.

D'Angleterre, les correspondances-avion poursuivent leur route par la voie de l'air.

2) Depuis le 18 décembre, il est de nouveau possible aussi d'expédier des lettres jusqu'à 20 gr. et des cartes postales, non recommandées, à destination de la France (sans les départements de la Meuse, de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Saône, du Doubs, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et du territoire de Belfort), de même que pour toutes les possessions françaises (excepté l'Indochine).

3) Sur demande expresse des expéditeurs, des correspondances-avion sont acheminées par l'Allemagne à destination de l'Espagne et du Portugal et par la Suède pour l'Etat libre d'Irlande, la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie, l'U.R.S.S. et les pays d'outre-mer (sans les dominions et colonies britanniques, les possessions françaises, les Etats-Unis d'Amérique et leurs possessions, le Japon et les territoires occupés par le Japon). Aucune autre possibilité d'expédition n'existe actuellement à destination de ces pays. Les envois doivent être clairement revêtus, au-dessous de l'étiquette bleue de la poste aérienne, de la mention « Via Allemagne » ou « Via Suède ».

4) Des colis postaux peuvent être expédiés par Genève à destination de certaines localités des départements français suivants: Ain, Bouches-du-Rhône, Doubs, Drôme, Haute-Savoie, Hautes-Alpes, Isère, Jura, Loire, Rhône, Savoie et Vaucluse, de même que pour Paris-Ville (sans la banlieue). L'office postal de Genève 2 Transit renseigne au sujet des localités admises au trafic. L'expédition des colis postaux en transit par la France demeure suspendue.

5) En raison des événements, le service de la poste aux lettres et des colis postaux est suspendu avec la Hongrie. Les envois en souffrance aux offices d'échange seront rendus aux expéditeurs. Sont toutefois encore acceptés au transport, sur demande spéciale, des correspondances à destination de localités hors de la zone de guerre; elles doivent porter la mention « via Allemagne ».

Trafic des paiements avec l'étranger

Accord pour la compensation des paiements helvético-allemands

Le président de la délégation suisse et le président de la délégation allemande ont échangé le 29 décembre

1944 des lettres concernant la prorogation de l'accord sur la compensation des paiements helvético-allemands du 9 août 1940, dans la teneur du 29 juillet 1944. La lettre suisse, dont le contenu est conforme à la lettre allemande, a la teneur suivante:

« Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Conseil fédéral suisse et le gouvernement allemand sont convenus de prolonger jusqu'au 15 janvier 1945 l'accord pour la compensation des paiements helvético-allemands du 9 août 1940, dans la teneur du cinquième avenant du 29 juillet 1944.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

Berne, le 29 décembre 1944. (signé) Hotz. »

Transports maritimes suisses

Exportation

Communication n° 95 de l'Office de guerre pour les transports, du 29 décembre 1944

Lisbonne—Philadelphie:

« Eiger » XII, départ de Lisbonne le 2 décembre 1944 (aux Bermudes avec rupture de l'arbre de transmission).

Lisbonne—Amérique du Sud:

« Nereus » XX, départ de Lisbonne le 17 novembre 1944 pour Rio de Janeiro (arrivée le 8 décembre 1944), Santos (arrivée le 13 décembre 1944) et Buenos-Ayres (arrivée le 22 décembre 1944).

« St-Gotthard » XIX, départ de Lisbonne le 30 novembre 1944 pour Buenos-Ayres (attendu au début de janvier 1945), Santos et Rio de Janeiro (attendu dans la deuxième quinzaine de janvier 1945).

LA FÉDÉRALE

COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCES
Incendie, Vol, Dégâts d'Eau,
Bris de Glaces, Auto-Casco,
Transport, Valeurs,
Crédit, Caution

ZURICH

Fondée en 1881

ASSURANCES

Chef de fabrication

connaissant les boussoles et pierres d'horlogerie est demandé. Offres sous chiffre X 34836 L, à Publicitas Lausanne.

On cherche jeune

technicien-horloger

dans importante fabrique d'ébauches Roskopf.
Offres sous chiffre W 8864 Q, à Publicitas Bâle.

Rédacteur responsable de la partie publicitaire:
Publicitas S.A., Neuchâtel.



IMPRIMÉS EN RELIEF

ENTÊTES DE LETTRES
CARTES COMMERCIALES • CARTES DE VISITE GRAVÉES

SPECIALITÉ:
ENTÊTES ET FACTURES SUR PAPIER AVION, POUR
LE COURRIER OUTRE-MER ET LA POSTE AÉRIENNE

ÉTIQUETTES POUR L'HORLOGERIE ET LA RÉCLAME
SACHETS POUR MONTRES, EN QUATE CELLULOSE

IMPRESSION RELIEF SA LAUSANNE

TELEPHONE 3.82.38 • 2, CHEMIN DES AUBÉPINES

Vient de paraître

87^{me} édition
1945

INDICATEUR DAVOINE

INDICATEUR GÉNÉRAL DE L'HORLOGERIE SUISSE
ET RÉGIONS LIMITOPHES

Recueil d'adresses de cette industrie et des fabriques de bijouterie, de joaillerie, de lunetterie, de machines et pièces à musique. — Un résumé des dispositions légales sur le contrôle des métaux précieux. — Le tableau des droits de douane avec tous les pays. — Une table alphabétique des marques de fabrique. — Un vocabulaire français-allemand-anglais-italien. — Des renseignements utiles.

PRIX: Suisse, fr. 5.—, autres pays, fr. 6.— suisses.

Éditeur: **GOGLER PUBLICITÉ**

Rue de la Serre 14

La Chaux-de-Fonds



99^{me} année 1945

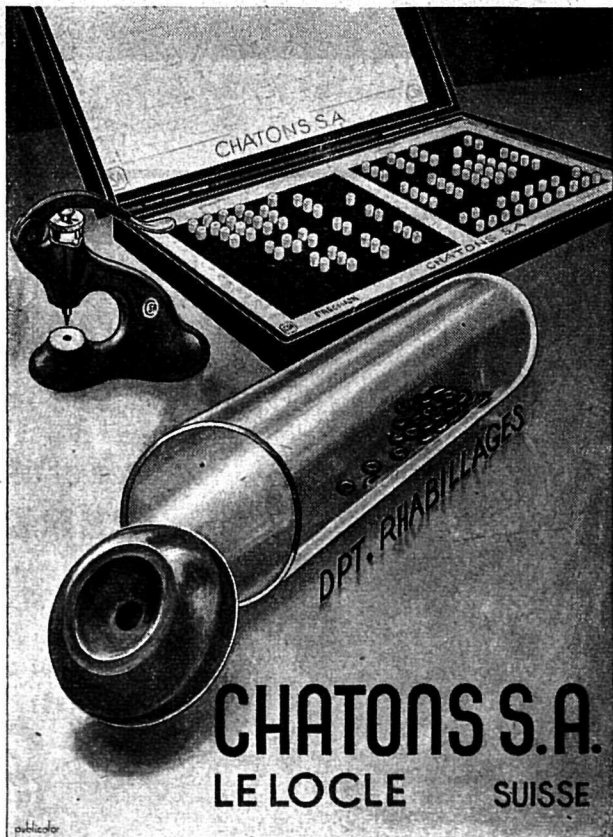
A vendre, pour cause de double emploi,

machine à pointer Dixi

capacité 100 sur 100 mm.
Ecrire sous chiffre P 4910 N,
à Publicitas Neuchâtel.

Abonnez-vous à

LA FÉDÉRATION
HORLOGÈRE SUISSE



RAOUL GUYOT

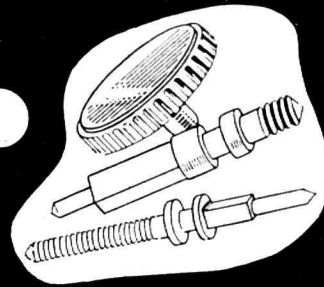
LA CHAUX-DE-FONDS
Rue du Parc 48 • Téléphone 2.24.32

FABRIQUE D'ÉTAMPAGES DE BOITES MÉTAL ET ACIER
Etampages à chaud

A. KOHLER

MOUTIER
TÉL. 9 40 16

FABRICATION EXPORT



LAUBSCHER FRÈRES & C^{IE} S. A., TÄUFFELEN

Fabrique de fournitures d'horlogerie vis, et décolletages de précision près BIENNE (Suisse)
La plus ancienne fabrique suisse de vis — Fondée en 1846



SPÉCIALITÉS: Vis brutes et polies pour horlogerie, optique, pendulerie, pièces à musique, électricité, petite mécanique, appareils photographiques, etc. Décolletages en tous genres par procédés automatiques les plus modernes.

NICKELAGE - ARGENTAGE
CUIVRAGE - DUROCHROME

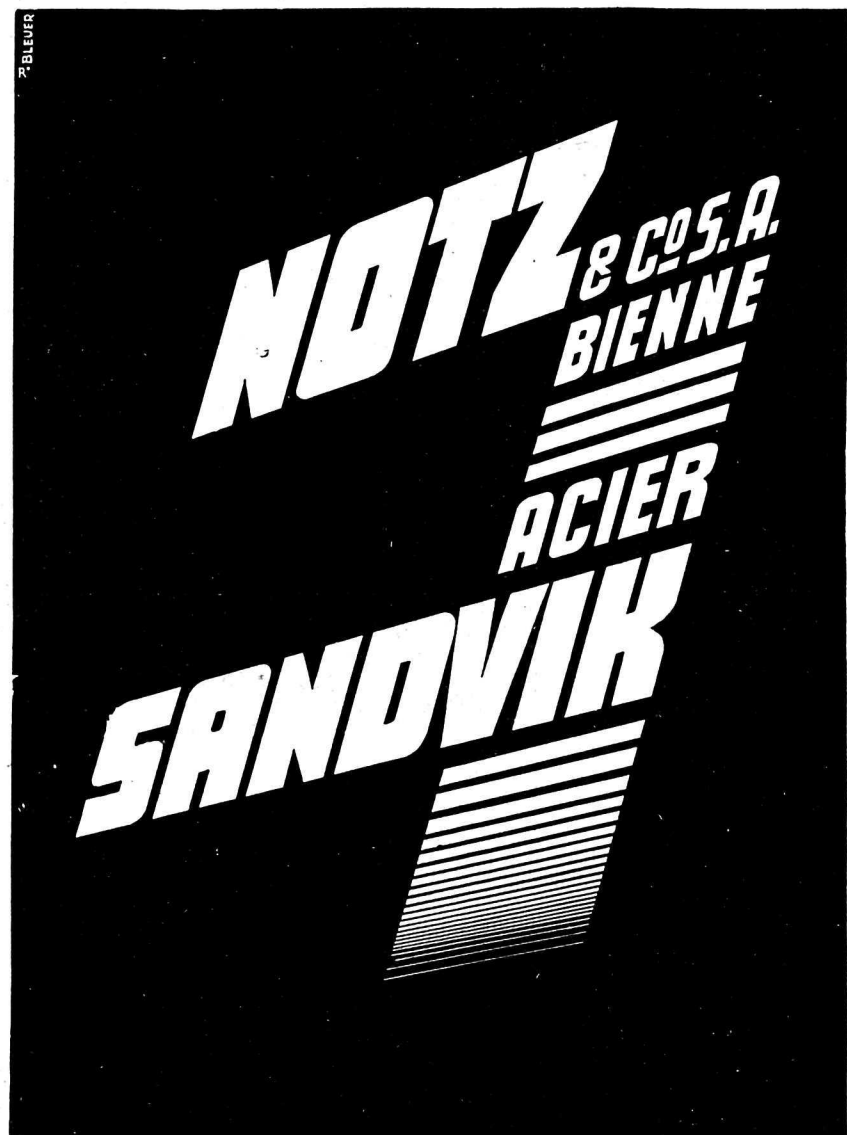
MAULEY & C^{IE}
BIENNE

Zionsweg 8

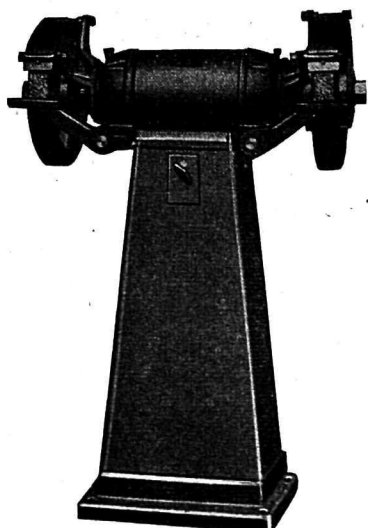
Téléphone 2.71.15

Tous articles
Tous genres de décor

Mouvements - Boîtes
Aiguilles - Balanciers



Pouvier S.A.
SAINT-URSANN



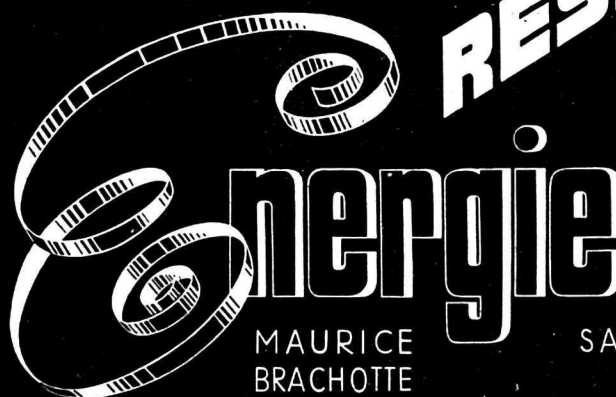
MACHINES à MEULER
électriques **VITESSE**
à bâti bas ou à bâti haut
PERCEUSES ÉLECTRIQUES
PERLES et **FEIN**

Stock bien assorti !

Demandez offres détaillées à

ERNEST
Geiger S.A.
AG.
BIEL-BIENNE TEL. 2 44 75

FABRIQUE DES RESSORTS



MAURICE
BRACHOTTE

SAINT-IMIER
SUISSE